

Nous nous indignons régulièrement du déficit de dialogue et de démocratie, dans notre pays comme sur le plan international. Pas plus tard que dimanche soir, on entendait parler de déni, de refus d'entendre la voix du peuple, voire de dictature.

À l'heure où nous inaugurons un véritable modèle de démocratie sociale, responsable et respectueux pour tous – je veux parler bien sûr du projet de loi sur l'accord national interprofessionnel –, l'opposition, figée dans une posture politique – c'est son droit et sa méthode depuis juin 2012 –, appelle à rejeter ce texte.

Pourtant, celui-ci répond à un besoin de rééquilibrage dans la représentation des territoires, dans les collectivités territoriales. Pourtant, il valide les choix qui sont faits depuis 1982 dans le cadre du processus de décentralisation.

Pourtant il confirme l'engagement solennel que nous avons pris devant les Français sur la parité, à laquelle l'opposition n'a de cesse de s'opposer. À ce propos, madame la présidente, je voudrais que l'on observe bien nos bancs et que l'on reconnaisse que la représentation féminine est bien davantage assurée de notre côté de l'hémicycle que de l'autre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Pour quelle raison objective et dénuée d'arrière-pensées voulez-vous refuser à nos concitoyens de mieux s'approprier leurs institutions ? Je n'en vois aucune et je ne pense pas qu'il soit aujourd'hui concevable de leur refuser la transparence et la démocratie qui leur font défaut. En toute transparence, et en toute clarté, nous voulons faire de ce texte un outil supplémentaire pour que la démocratie locale ne soit plus un concept mais une réalité accessible à tous, hommes et femmes.

C'est pourquoi, monsieur de La Verpillière, le groupe socialiste, républicain et citoyen rejettera votre motion. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)